

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8e SEANCE

Président : M. FLEMMING (Sainte-Lucie)

SOMMAIRE

DEMANDES D'AUDITION

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Audition de pétitionnaires

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

Débat général

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/46/SR.8
4 décembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

La séance est ouverte à 10 h 25.

DEMANDES D'AUDITION

1. Le PRESIDENT annonce que la Commission a reçu une lettre contenant une demande d'audition au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies" (A/C.4/46/7/Add.1). S'il n'y a pas d'objection, le Président invite la Commission à faire droit à cette demande.

2. Il en est ainsi décidé.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Question du Sahara occidental

Audition de pétitionnaires (A/C.4/46/3 et Add.1)

3. Sur l'invitation du Président, M. Mohktar (Front Polisario) prend place à la table des pétitionnaires.

4. M. MOHK TAR dit que, grâce aux efforts persistants de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine et aux concessions immenses faites par la partie sahraouie, il a été enfin possible d'adopter un plan de paix pour la décolonisation du Sahara occidental.

5. La communauté internationale, qui a élaboré ce plan et lui a prêté un large soutien matériel et financier, est aujourd'hui fondée à demander à quelle étape en est parvenue l'application. Le jalon le plus important a été jusqu'à présent l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 6 septembre, obtenu grâce à la persévérance du Secrétaire général et à l'unanimité des membres du Conseil de sécurité. L'intervenant fait néanmoins observer que le Front Polisario et le gouvernement de la RASD sont profondément inquiets des événements survenus récemment au Sahara occidental. Le Maroc, qui a pourtant officiellement déclaré reconnaître le plan d'établissement de la paix, manque systématiquement aux obligations qui lui incombent. Premièrement, le Gouvernement marocain s'efforce d'obtenir qu'à la place des électeurs prévus par le plan, des dizaines de milliers de citoyens marocains prennent part au référendum au Sahara occidental, ce qui lui permettrait d'en compromettre le déroulement; deuxièmement, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, la partie marocaine a enfreint celui-ci des dizaines de fois, et des appareils de l'aviation marocaine, en violation de ses dispositions, survolent les positions sahraouies dans le territoire libéré; troisièmement, il est prévu dans le plan de rétablissement de la paix que le référendum doit se dérouler

/...

(M. Mohktar)

dans des conditions garantissant la liberté et la sécurité, afin que le peuple sahraoui puisse déterminer librement son destin, mais les autorités marocaines des régions occupées maintiennent en fait l'état de siège et n'ont pas encore libéré à ce jour les dizaines d'habitants pacifiques du Sahara détenus; quatrièmement, le Maroc s'efforce de faire en sorte que le référendum se déroule dans un climat de terreur et en l'absence d'observateurs indépendants et de représentants de la presse internationale.

6. Tous les faits susmentionnés sont vérifiables et, dans bien des cas, ils sont déjà connus de la communauté internationale. Selon la partie sahraouie, la position du Maroc, qui lance un défi à l'opinion internationale exprimée sans ambiguïté par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, fait obstacle à l'application du plan d'établissement de la paix.

7. La partie sahraouie continuera de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour garantir la réalisation, par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), des nobles objectifs de paix que lui a confiés la communauté internationale.

8. M. Mohktar se retire.

9. Sur l'invitation du Président, M. Knight (Fonds Sahara) prend place à la table des pétitionnaires.

10. M. KNIGHT (Fonds Sahara) dit que la communauté internationale ne pourra reconnaître la légalité du référendum au Sahara occidental que s'il est conduit dans un climat de liberté et d'équité. Jusqu'au référendum, la principale tâche de l'Organisation des Nations Unies consiste à dresser la liste des personnes qui ont le droit de participer au scrutin; pour ce faire, il est nécessaire de s'en tenir strictement au recensement démographique du Sahara effectué en 1974 par l'Espagne. Le référendum est actuellement retardé du fait que le Maroc s'est refusé à accepter les nouveaux renseignements recueillis par l'Organisation des Nations Unies, qui font apparaître plus de 70 000 électeurs sahraouis.

11. Dix jours seulement après l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu du 6 septembre 1991, le Maroc a appelé ses nationaux à entreprendre une nouvelle "marche verte" dans le but de leur faire reconnaître par l'Organisation des Nations Unies la qualité d'électeurs légitimes. Sans compter les nouveaux arrivés, le nombre des Marocains qui se sont établis au Sahara occidental entre 1975 et le présent référendum est supérieur à celui des Sahraouis autochtones. Ces actions constituent, de la part du Maroc, une tentative cynique de déterminer par avance les résultats du référendum et de garantir ainsi le rattachement au Maroc de l'ancien Sahara espagnol.

12. Un autre objectif de l'Organisation des Nations Unies consiste à assurer sans délai au Sahara occidental des conditions propices à la conduite du référendum. L'ONU doit insister pour que les habitants du Sahara puissent se

/...

(M. Knight)

prononcer librement sur la question de la souveraineté et choisir en connaissance de cause entre le rattachement au Maroc et l'indépendance. Pour permettre la conduite d'une campagne libre et ouverte, il est nécessaire de diffuser le maximum d'informations sur cette question. Cela signifie que les partisans de l'une ou de l'autre option doivent avoir un accès égal aux moyens d'information de masse. Ces conditions sont actuellement loin d'être réunies.

13. Pour comprendre la situation générale au Sahara occidental, il faut se rappeler que le Royaume du Maroc contrôle entièrement tous les services de base et que l'armée marocaine jouit d'une pleine liberté de mouvement, en violation de la résolution pertinente de l'ONU. L'Organisation est-elle prête à prendre des sanctions contre le Royaume du Maroc si le Gouvernement marocain continue à saboter ce processus en créant une atmosphère d'intimidation?

14. Le peuple sahraoui court de réels dangers : depuis 1975, il est en proie à une répression sauvage. Les autorités marocaines ont libéré quelques centaines de Sahraouis que l'on croyait disparus, mais au moins 800 Sahraouis pacifiques, et peut-être plus de 1 000, se trouvent encore dans les centres de détention ou ont été massacrés. L'Organisation des Nations Unies a encore à s'occuper de ces questions, d'autant que le Roi Hassan a déclaré qu'il n'y avait pas de détenus politiques au Maroc. Il faut que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies constitue un groupe indépendant chargé de vérifier les résultats du scrutin, et invite au Sahara occidental des observateurs internationaux qui contrôleront le déroulement du processus et les résultats du référendum. Il faut que la communauté internationale continue à se montrer vigilante et assure les préparatifs du scrutin. Il faut que le Conseil de sécurité coupe court résolument à toute tentative visant à entraver le processus référendaire.

15. M. Knight se retire.

Question de Pitcairn

Audition d'un pétitionnaire (A/C.4/46/8)

16. Sur l'invitation du Président, M. Gonzalez-Gonzalez prend place à la table des pétitionnaires.

17. M. GONZALEZ-GONZALEZ, se référant à la question de Pitcairn, sur laquelle porte le document A/AC.109/1057, se préoccupe des intentions du Royaume-Uni, Puissance administrante, concernant l'octroi de l'indépendance à la population de ce territoire.

18. Il est impossible de ne pas remarquer que le document A/46/23 (parties V et VI) abonde en formulations extrêmement floues, en généralisations très vagues et en concessions aux pays impérialistes. L'intervenant est fermement convaincu que le Comité des Vingt-Quatre et la Quatrième Commission doivent garder un ton strictement diplomatique et adopter dans l'avenir des résolutions qui se distinguent par leur fermeté et leur inflexibilité.

/...

(M. Gonzalez-Gonzalez)

19. En ce qui concerne le projet de décision relatif à la question de Pitcairn, qui figure dans le document susmentionné, le droit du peuple de Pitcairn à l'autodétermination y est reconnu, mais il n'est rien dit de son droit à l'indépendance, qui a trouvé son expression dans les résolutions consacrées à tous les territoires non autonomes restants, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie. M. Gonzalez-Gonzalez s'élève contre le refus de reconnaître à ce territoire, ainsi qu'à la population de Pitcairn, le droit à l'indépendance.

20. Tout en affirmant son aspiration à accorder aux peuples de tous ses territoires coloniaux la possibilité de déterminer leur statut futur, le Royaume-Uni enfreint néanmoins depuis 30 ans les dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, où il est dit que des mesures immédiates devront être prises à cette fin. De plus, en invitant à ne pas identifier strictement l'autodétermination à l'indépendance et à ne pas rejeter les autres solutions possibles, le Royaume-Uni ignore manifestement le fait que le Comité des Vingt-Quatre s'occupe uniquement des questions d'indépendance et n'est guidé dans ses travaux que par la résolution 1514 (XV). Il doit déclarer nettement s'il a l'intention de satisfaire aux impératifs de cette résolution en ce qui concerne Pitcairn.

21. L'intervenant demande que le projet de résolution sur la question de Pitcairn soit amendé de manière à y faire état du droit "de la population de Pitcairn à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration...". Il demande aussi que le troisième alinéa du préambule du projet de résolution relatif à la Nouvelle-Calédonie soit modifié comme suit : "Affirmant le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, qui est consacré dans la résolution 1514 (XV)", ce qui permettra de supprimer le quatrième alinéa du préambule.

22. Dans toutes les résolutions et décisions, il est indispensable, premièrement, de confirmer dans les termes les plus clairs et les plus nets possibles la volonté de l'Assemblée générale d'en finir avec toutes les formes de colonialisme d'ici à l'an 2000 et, deuxièmement, d'inviter les puissances administrantes à informer dans les délais les plus brefs l'Organisation des Nations Unies du moment où elles reconnaîtront à leurs colonies le statut d'Etats libres, souverains et indépendants.

23. En conclusion, l'intervenant demande au Président de vérifier la véracité des informations qu'il a reçues concernant les plans du Royaume-Uni relatifs à l'évacuation des habitants de Pitcairn.

Question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique

Audition d'un pétitionnaire (A/C.4/46/6)

24. M. GONZALEZ-GONZALEZ, passant à la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, déclare que 15 ans après la conclusion de l'accord sur la Micronésie par les Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies,

/...

(M. Gonzalez-Gonzalez)

l'Assemblée générale a adopté la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, qui s'applique à tous les territoires sous tutelle sans exception. Au paragraphe 8 de la résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, le Conseil de tutelle était prié d'apporter son aide au Comité spécial pour ses travaux concernant les territoires sous tutelle. Ni dans un cas ni dans l'autre, les Etats-Unis n'ont invoqué l'Article 83 de la Charte ni n'ont exprimé de réserves.

25. Le Conseil de sécurité, répondant à la demande du Conseil de tutelle, en d'autres termes à celle des Etats-Unis, a libéré ce pays de l'obligation de gouverner trois des quatre entités du Territoire sous tutelle, la quatrième étant les îles Mariannes, en dépit du fait que lesdites entités avaient demandé que cette décision fût différée. Deux de ces trois entités sont depuis lors devenues Membres de l'Organisation des Nations Unies, mais le statut juridique des îles Mariannes n'est toujours pas déterminé.

26. La Quatrième Commission doit examiner le problème des îles Mariannes à la lumière de la résolution 1541 (XV) mais, pour appliquer les dispositions de cette dernière à ce territoire, il lui faut inclure celui-ci dans la liste des territoires qui relèvent de la compétence du Comité de la décolonisation.

27. M. Gonzalez-Gonzalez se retire.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/46/23 (parties V et VI), A/46/201, 336, 344, 359, 409; A/AC.109/1056 à 1059, 1060 à 1063, 1064 et Corr.1, 1065 à 1067, 1068 et Corr.1, 1069 à 1071, 1073, 1074 et Corr.1, 1075, 1077, 1078, 1079 et Corr.1, 1082; A/AC.109/L.1761; E/1991/116; S/21360 et S/22578)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA a DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (A/46/23 (partie IV, chap. VII) et A/46/516)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/46/23 (partie VI, chap. VI) et A/46/229)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite) [A/46/3 (chap. I et VII, sect. C)]

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/46/344 et 517)

Débat général

28. M. VAN SCHAİK (Pays-Bas), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses 12 Etats membres, dit qu'en matière de décolonisation, l'attention s'est concentrée en 1991 sur le processus en cours au Sahara occidental. Les Douze considèrent que ce processus représente un pas important vers un règlement juste et durable du conflit au Sahara occidental, sur la base d'un référendum d'autodétermination, et ils soutiennent résolument les efforts déployés par le Secrétaire général et son Représentant spécial pour donner pleinement effet aux dispositions du plan de l'Organisation des Nations Unies.

29. Les Douze réaffirment leur appui aux contacts établis entre le Portugal et l'Indonésie, sous l'égide du Secrétaire général, au sujet du Timor oriental et ils espèrent que la visite prochaine d'une délégation parlementaire portugaise dans ce territoire contribuera à instaurer une atmosphère propice à un règlement équitable, général et reconnu par tous, en accord avec les buts et les principes de la Charte.

30. Les 12 Etats membres de la Communauté européenne constatent avec découragement que les efforts tendant à rationaliser les travaux de la Quatrième Commission et à faire en sorte qu'elle adopte ses résolutions et décisions par consensus n'ont toujours pas été couronnés de succès. La série entière des projets de résolution et de décision présentés en 1991 contient des dispositions et des formulations qui ne répondent pas aux intérêts réels des territoires non autonomes et témoigne du refus de leurs auteurs de reconnaître les changements intervenus dans le monde.

31. Les Douze ne partagent pas l'opinion selon laquelle tous les territoires non autonomes restants n'ont pu réaliser leur droit de disposer d'eux-mêmes pour la seule raison que les puissances administrantes leur refusent ce droit. Les débats de la Commission doivent se concentrer sur les questions qui concernent les territoires non autonomes restants, et il est inopportun d'examiner la question de l'apartheid dans le contexte de la décolonisation.

32. Les Douze accueilleront favorablement tous efforts tendant à restructurer et à rationaliser les travaux de la Quatrième Commission. Il convient de prêter attention à la poursuite des consultations entre ses membres. A cet égard, les Douze s'efforceront de faire en sorte que soit exclu tout libellé susceptible d'attiser les divergences et que l'on cesse de stigmatiser qui que ce soit; par ailleurs, ils feront tout pour éviter les doubles emplois, surtout en matière d'audition de pétitionnaires. Ils s'opposeront aussi, comme par le passé, à l'adoption d'une résolution relative aux "activités militaires", qui ne figurent pas dans la liste des questions renvoyées à la Quatrième Commission. Enfin, les Douze accueilleront avec satisfaction l'inclusion dans les travaux de la Quatrième Commission, en maintenant strictement son domaine de compétence, de questions figurant à l'ordre du jour de la Commission politique spéciale.

33. M. DE LA SABLIERE (France), évoquant la question de la Nouvelle-Calédonie, et faisant observer que la France n'a pas renoncé à ses réserves quant à la compétence de l'ONU pour traiter de cette question, rappelle brièvement les principales dispositions des Accords de Matignon, signés le 26 juin 1988. Le Comité de suivi des Accords de Matignon a tenu trois sessions qui ont porté sur les questions politiques et financières, sur la formation initiale et la formation professionnelle, ainsi que sur les mesures destinées à assurer le rééquilibrage du développement du territoire; le bilan apparaît largement satisfaisant. Au cours des trois dernières années, le territoire a vécu dans le calme et la paix civile. Les institutions et structures prévues par les Accords ont été mises en place. Les assemblées des trois provinces, élues au suffrage universel direct en juin 1989, jouissent pleinement de leurs compétences. La révision des listes électorales se poursuit afin de fixer précisément la liste des électeurs qui prendront part au scrutin d'autodétermination. Un accent particulier a été mis sur la formation. Dans ce domaine, de nombreuses actions ont été engagées, impliquant un effort budgétaire appuyé de la part du Gouvernement français, en particulier en ce qui concerne le programme tendant à former 400 cadres, principalement mélanésiens. Les efforts tendant à rééquilibrer le développement social et économique des provinces ont permis la création de plusieurs milliers d'emplois, le lancement de plusieurs centaines de projets de développement et l'amélioration des infrastructures. Dans tous ces cas, une attention particulière a été accordée à la province Nord et à celle des îles Loyauté. Rien qu'en 1990, 75 % des terres redistribuées ont été attribuées à des personnes physiques ou morales d'origine mélanésienne. Une grande place est accordée au développement culturel, et l'Agence pour le développement de la culture canaque joue un rôle très positif dans la reconnaissance de l'identité et de la dignité de la communauté mélanésienne.

34. S'agissant du projet de résolution sur la Nouvelle-Calédonie soumis à l'examen de la Quatrième Commission, la délégation française se félicite que ce texte prenne en compte l'évolution positive de la situation en Nouvelle-Calédonie depuis trois ans et souligne le dialogue établi par les parties sous les auspices du Gouvernement français. On connaît cependant les réserves de la France quant à la compétence de l'Organisation des Nations Unies pour traiter de cette question. Ces réserves reposent sur de solides raisons juridiques. L'Article 73 de la Charte confie une compétence exclusive, quant à la détermination de l'avenir des territoires non autonomes, aux Etats qui ont la responsabilité d'administrer ces territoires. Aucune résolution de l'Assemblée générale n'a pu modifier la Charte sur ce point. De surcroît, les Accords de Matignon reposent sur un équilibre délicat, et toute tentative d'imposer des mécanismes non acceptés par toutes les parties serait considérée comme partielle.

35. Les autorités françaises accordent la plus haute importance à l'insertion harmonieuse de la Nouvelle-Calédonie dans la communauté du Pacifique Sud, ainsi qu'au développement des relations politiques, économiques et culturelles avec les Etats de la zone. C'est pourquoi le soutien croissant des pays de la région au processus engagé en 1988 est pour la France un précieux encouragement.

/...

(M. de la Sablière, France)

36. Ce qui confère aux yeux de la France une haute valeur au processus actuel est le fait que, sans rien renier de leurs convictions, les parties néo-calédoniennes ont décidé de travailler ensemble à un objectif commun : préparer les habitants du territoire à exercer en toute liberté, sans ingérence extérieure, leur droit à l'autodétermination en 1998. Pour leur part, les autorités françaises sont fermement résolues à poursuivre leur politique volontariste de mise en oeuvre des accords conclus, par souci de l'intérêt supérieur de la Nouvelle-Calédonie et par fidélité à un principe auquel la France est indéfectiblement attachée : celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

37. M. YAGUBI (Afghanistan) dit que malgré toutes les difficultés liées à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, beaucoup de peuples opprimés ont connu un singulier succès dans leur juste lutte pour l'accession à l'indépendance et à la souveraineté. Il se félicite des tendances positives qui vont aboutir au règlement de la question du Sahara occidental et à l'autodétermination du peuple de ce territoire, et il apprécie hautement le rôle joué dans ce processus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par les parties intéressées. Regrettant à ce sujet que certains peuples et territoires ne soient toujours pas autonomes, l'Afghanistan espère qu'un jour ils accéderont à la souveraineté et exerceront le contrôle de leurs ressources naturelles et humaines, et affirme son soutien résolu à la lutte des peuples coloniaux pour l'indépendance.

38. Mme LIU Sha (Chine) dit qu'au cours des 31 années qui se sont écoulées depuis l'adoption de l'historique Déclaration sur la décolonisation, les peuples de beaucoup de colonies et territoires non autonomes, inspirés par elle, se sont affranchis du joug colonial à l'issue d'une lutte longue et opiniâtre, avec l'appui de la communauté internationale, et sont devenus les maîtres de leur propre destin.

39. L'effondrement du système colonial reflète une tendance inéluctable de l'histoire, mais les séquelles du colonialisme ne sont pas entièrement éliminées et la menace d'une politique hégémoniste, conduite à partir d'une position de force, subsiste comme par le passé. En dépit des importants succès remportés, le processus de décolonisation n'a pas atteint son terme. Les peuples des colonies et des territoires non autonomes ont le droit de disposer d'eux-mêmes au niveau national, de choisir librement leur statut politique et de régler en toute indépendance les questions relatives à leur développement socio-économique. Aucun pays n'a le droit de déployer des troupes ou d'installer des bases militaires dans ces territoires.

40. Il reste dans le monde une bonne dizaine de territoires non autonomes, de faible superficie et peu peuplés, et l'ONU doit prêter plus d'attention à la satisfaction des aspirations de leurs populations. La délégation chinoise est convaincue que la Quatrième Commission, agissant conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, poursuivra sa politique visant à assurer dans les plus brefs délais l'autodétermination de ces peuples

/...

(M. Liu Sha, Chine)

et l'éradication définitive du colonialisme. Elle aidera ainsi à mettre fin au processus de décolonisation d'ici à l'an 2000.

41. La délégation chinoise apprécie hautement les progrès réalisés depuis un an vers le règlement de la question du Sahara occidental et espère que sous le contrôle de l'ONU et avec la collaboration de l'OUA, le peuple du Sahara occidental se prononcera au sujet de son statut politique futur sur la base d'un référendum conduit dans un climat de légalité, de liberté et de justice. En conclusion, la délégation chinoise se déclare prête à poursuivre, en coopération avec les autres Etats Membres, les efforts visant à accroître l'efficacité des travaux de la Quatrième Commission et du Comité de la décolonisation.

42. M. URIARTE (Chili) dit que durant la période écoulée la Quatrième Commission a mené d'importants travaux, mais a néanmoins fait l'objet d'observations critiques, ce qui ne doit étonner personne dans la mesure où tous les dispositifs de l'Organisation des Nations Unies sont aujourd'hui soumis à l'analyse et à l'examen, aux fins d'une restructuration qui tienne compte des objectifs nouveaux que l'évolution de la situation internationale impose à l'Organisation. Les décisions prises au cours des consultations menées au Comité de la décolonisation offrent un exemple de la manière dont les difficultés existantes peuvent être aplanies. Dans ce contexte, la délégation chilienne propose de mettre fin aux consultations menées à la Quatrième Commission en créant un groupe de travail spécial et d'autres mécanismes appropriés. Cependant, le désir de perfectionner les méthodes de travail de la Quatrième Commission ne doit pas compromettre le processus de décolonisation en cours.

43. Le fait que certains territoires ne soient pas encore autonomes apparaît regrettable et il est nécessaire de prendre toutes les mesures propres à assurer qu'à la fin de la décennie en cours, il ne restera plus un seul territoire colonial. Or, l'objectif de l'ONU n'est pas seulement de faire accéder les peuples et les territoires en question à l'autodétermination, mais aussi de leur prêter ensuite l'assistance nécessaire et de faire en sorte que leur intégration à la communauté internationale soit fructueuse et non préjudiciable au bien-être de leurs peuples. A cet égard, il faut que les puissances administrantes facilitent la réalisation de ces objectifs en fournissant en temps utile des enseignements à jour sur la situation politique, économique et sociale dans les territoires qu'elles administrent.

44. M. MURDOCH (Antigua-et-Barbuda) dit que son pays est l'un de ceux qui ont accédé à l'indépendance grâce aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Par ailleurs, il représente une région qui compte le plus grand nombre de territoires dépendants, dont le destin est directement lié à celui des petits Etats indépendants du bassin des Caraïbes.

/...

(M. Murdoch, Antigua-et-Barbuda)

45. En 1967, quand Antigua-et-Barbuda a accompli le premier pas vers l'indépendance, l'opinion prédominante était qu'un petit pays comptant moins de 68 000 habitants ne pouvait espérer accéder à une complète indépendance. Sans aucun doute, l'indépendance pose de nouveaux problèmes aux territoires qui l'ont obtenue. Le gouvernement de chacun des pays insulaires du bassin des Caraïbes se préoccupe des moyens d'élever le niveau de vie de sa population. Le problème de la viabilité économique constitue le seul obstacle réel sur la voie de l'indépendance, mais on peut assurer cette viabilité en mettant les ressources en valeur. Dans la mesure où les Etats les plus puissants du monde figurent au nombre des puissances qui administrent les territoires dépendants du bassin des Caraïbes, il est possible d'adopter une approche courageuse de la décolonisation et de mieux résoudre les problèmes de viabilité économique.

46. Selon Antigua-et-Barbuda, le moment est venu de mettre en oeuvre des modalités nouvelles qui répondent à la situation concrète des petits territoires géographiquement isolés. La délégation d'Antigua-et-Barbuda continuera de se prononcer en faveur de réformes du système des Nations Unies, notamment dans le domaine de la décolonisation. Dans les nombreuses résolutions sur le droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination et à l'indépendance, l'obligation qu'ont les puissances administrantes de créer dans lesdits territoires les conditions voulues pour que la population puisse exercer ce droit a été nettement soulignée. On doit apprécier si cette obligation a été remplie sur la base de renseignements impartiaux et dans une atmosphère autorisant un examen libre et approfondi.

47. Antigua-et-Barbuda est favorable à l'application rapide du mandat conféré par l'Assemblée générale en matière de décolonisation, lorsqu'elle a proclamé la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Il s'agit d'élaborer des modalités souples et politiquement acceptables en ce qui concerne l'accomplissement de ce mandat, en étudiant attentivement à cet égard, les relations politiques, constitutionnelles et socio-économiques entre les territoires non autonomes et les puissances administrantes. Dans ce contexte, il serait utile de recevoir, à titre consultatif, les conclusions de l'ONU concernant l'applicabilité du droit international au processus de décolonisation des derniers territoires non autonomes.

48. Le processus de décolonisation est entré dans une nouvelle phase complexe, conditionnée par la faible dimension des territoires non autonomes et par la nécessité de réformer le système des Nations Unies. C'est le moment de concentrer à nouveau l'attention sur les principes directeurs fondamentaux de la décolonisation, en particulier l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et de les garder constamment à l'esprit en travaillant à la réforme administrative du système des Nations Unies. Le mandat énoncé à l'alinéa e) de l'Article 73 impose à l'Organisation des Nations Unies l'obligation d'instaurer le dialogue politique dans chacun des territoires non autonomes du bassin des Caraïbes, de l'océan Pacifique et des autres régions et de fournir à leur population des jalons sur la voie d'une autodétermination

'...

(M. Murdoch, Antigua-et-Barbuda)

véritable. Il n'y aura pas lieu alors de nourrir d'appréhensions pour ces petits territoires, dont les inspirations socio-économiques, politiques et constitutionnelles ne sont pas moins importantes que celles de territoires plus importants.

49. M. GRIFFIN (Australie) dit que la réforme et la rénovation du système des Nations Unies s'imposent tout particulièrement en matière de décolonisation, car le compte à rebours des années qui nous séparent de l'an 2000, date à laquelle le colonialisme doit être totalement éliminé, a déjà commencé. La délégation australienne se réjouit des progrès réalisés vers un renouvellement des résolutions relatives aux territoires non autonomes restants, dont la situation exige de la Commission une approche prudente et mûrement pesée.

50. Or, cela ne ressort pas de tous les textes soumis à l'examen du Comité. Dans plusieurs cas, on emploie des formules périmées, éloignées des réalités politiques de l'heure, des besoins et des préoccupations actuelles d'une majorité des territoires dont la Commission est chargée d'assurer le progrès vers l'autonomie. Etant voisine de quelques-uns de ces territoires, l'Australie le regrette profondément et demande avec insistance que l'on procède de façon plus réfléchie et plus ouverte sur l'avenir.

51. L'Australie prête une attention particulière à la situation en Nouvelle-Calédonie, où le problème de la décolonisation se pose en termes particulièrement complexes et exige prudence, coopération et bonne volonté de la part de toutes les parties en présence. L'intérêt de la Nouvelle-Calédonie et de la stabilité régionale impose que l'on s'achemine de manière pacifique et méthodique vers une autodétermination véritable, où toutes les options, y compris l'indépendance, restent ouvertes et où les droits de la population locale kanak et ceux de tous les autres habitants de la Nouvelle-Calédonie soient préservés. A cet égard, l'Australie juge tout à fait encourageant le bilan des trois années qui ont suivi la signature des Accords de Matignon entre le Gouvernement français et d'importants groupements politiques du territoire - le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) : une nouvelle structure politique a été élaborée, qui prévoit la décentralisation du pouvoir et son transfert au niveau des provinces; une situation qui favorise l'exercice du droit à l'autodétermination par les habitants de la Nouvelle-Calédonie est en train de prendre forme; les divergences ont fait place à l'habitude du dialogue et de la consultation; des échanges avec les pays voisins sont mis en place.

52. N'étant pas une fin en soi, les Accords de Matignon jettent les bases de la création d'un climat propice au progrès de la Nouvelle-Calédonie vers l'autodétermination. L'examen de l'application des accords, auquel il sera procédé l'an prochain, offrira l'occasion aux parties, selon l'Australie, de confirmer leur attachement à l'esprit de Matignon et à l'objectif commun de préserver le caractère pacifique du processus.

(M. Griffin, Australie)

53. La Commission aura bientôt à examiner le projet de résolution sur la question de Nouvelle-Calédonie, que le Comité de la décolonisation a entériné à l'unanimité. La délégation australienne exprime l'espoir que cette résolution sera adoptée par consensus.

La séance est levée à 13 heures.